

Georges Bidault, D'une Résistance à l'autre: extrait sur l'occupation de l'Allemagne

Légende: Dans ses Mémoires, Georges Bidault, ancien ministre français des Affaires étrangères, décrit la nature du "problème allemand" sous l'angle international à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et fustige la perception de l'Allemagne du général de Gaulle.

Source: BIDAULT, Georges. D'une Résistance à l'autre. Paris: Les Presses du Siècle, 1965. 382 p. p. 89-97.

Copyright: (c) Les Presses du Siècle

URL: http://www.cvce.eu/obj/georges_bidault_d_une_resistance_a_l_autre_extrait_sur_l_occupation_de_l_allemande-fr-a878b1d9-686c-403d-9e4a-7fd562163855.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Georges Bidault, *D'une Résistance à l'autre*

[...]

Le problème allemand

L'Allemagne est au milieu de l'Europe. Elle avait été le centre de la guerre. Au moment de la Libération, sa défaite paraissait certaine. Les V-1 et les V-2, la contre-offensive des Ardennes ne pouvaient que prolonger les derniers soubresauts, l'arme absolue qu'elle avait recherchée ne pouvait être prête à temps pour la sauver du désastre. Elle avait été au bord de la victoire. Seules la facilité même de ses succès et les erreurs dans lesquelles elle s'était complue avaient empêché de transformer la succession de batailles gagnées en victoire finale. De victoires en victoires, elle avait marché au désastre. Maintenant, sous les bombardements qui l'accablaient, prise comme elle était dans un étau constamment resserré, ayant perdu son sang à flots, réduite à appeler division quelques poignées d'hommes harassés, l'Allemagne demeurait le grand problème et la grande inconnue. Elle avait été le grand danger dans la guerre, elle allait devenir la grande difficulté dans la paix.

Voici maintenant vingt ans que le problème allemand est le problème-clef de l'Europe. Et voici vingt ans que ce problème est insoluble. L'Allemagne fait face à la longue détresse d'un devenir sans fin. La situation où elle se trouve est nouée sans issue prévisible. Les hommes ne sont pas faits pour cheminer dans l'obscurité sans étoiles ni boussole, sans espérance ni lueur vers un avenir inconnu. L'Europe, mère de tant de pensées, détentrice de la civilisation la plus haute, se trouve, déchirée comme elle l'est, dans l'impossibilité de savoir comment s'évader d'une impasse apparemment close pour longtemps ou pour toujours. Elle vit au jour le jour, incapable de résoudre le problème fondamental qui se pose au centre même de son étendue. Il y a eu des guerres en d'autres siècles qui se sont éteintes sans conclusion. Du moins sur le terrain, l'état de fait n'était plus contesté et finalement se transformait en état de droit. Voilà maintenant vingt ans que la guerre est finie; il n'y a pas de paix, il n'y a pas de traité: la frontière tranche à travers la chair d'un peuple, sans que son tracé soit accepté par ceux qui sont restés libres. Une grande puissance de l'est a dit: c'est comme cela parce que tel est mon bon plaisir. Tel est le droit divin des athées.

L'attitude russe s'explique par les souvenirs poignants que les hommes vieillissants du régime, déjà chargés de responsabilités durant la guerre, ont gardés de l'avance de l'armée allemande. Hitler, parti trop tard pour cette campagne vers les profondeurs continentales, était arrivé sous Moscou jusqu'au mont des Moineaux où ses troupes furent arrêtées à la dernière minute par l'hiver et par les renforts sibériens.

Les Russes se souviennent tous que les Allemands sont arrivés aux approches de Bakou. C'est pourquoi la Russie, non contente de s'être assurée un glacis de cent millions de colonisés blancs, maintient à travers les conférences le refus de tout règlement allemand qui ne sanctionnerait pas l'existence des deux Allemagnes. Deux Allemagnes, deux Corées, deux Vietnam, deux ou trois Laos, sans parler de ce qui peut encore survenir dans le même genre: tel est le monde où nous vivons, où le camp de la liberté, par amour de la paix, n'a plusieurs fois trouvé de moyen de survivre ou de limiter les dégâts que par l'amputation. Le Kremlin maintient ainsi l'Allemagne divisée. C'est une politique à la Richelieu, réalisée au XXe siècle au nom du progrès « socialiste ».

Les Américains, qui sont moins coriaces, moins défiants, mais doctrinaires et davantage soumis à l'impression fugitive de l'instant, ne comprennent pas cette sclérose de la haine et de la peur. La guerre gagnée, ils ont secouru les Allemands avant de secourir l'Allemagne. Dans leur politique, si souvent incohérente, cette part qu'ils ont faite à la générosité après le combat est ce qui est le moins critiquable, du point de vue de la morale, et du point de vue de la sagesse.

Pour les Français, il leur a fallu du temps pour venir à bout de mauvais souvenirs répétés. Ils ont fini par sentir, ce qui est plus important que de comprendre, dans les relations entre les peuples, qu'il faut changer parfois l'ennemi héréditaire, comme cela nous est déjà arrivé, ou même qu'il faut en bannir l'idée. Je parle d'aujourd'hui. Hier, l'Allemagne au bord, puis au fond de la défaite, était le problème des problèmes et ce problème était abordé sans sérénité.

C'est Bernard Baruch qui proposait à l'Amérique et à ses alliés de réduire l'Allemagne à un statut d'État agricole. Le projet était aussi sérieux que l'idée, entretenue aux jours de la victoire chantant sur les routes d'invasion, de réduire la France à devenir une sorte de grand Luna-Park et de vaste Montmartre viticole et frivolan fournissant les agréments requis aux maîtres de la nouvelle Europe. Mais c'était plus sérieux parce que les faits étaient là: la chancellerie du III^e Reich en ruines, le bunker vidé, les chefs suicidés ou dans l'attente de la corde. De Gaulle n'était pas enclin à imaginer un immense holocauste. Les pensées romantiques ne sont pas celles qui lui rôdent en la tête. Ce qui s'y trouvait n'avait pas plus de réalité, mais puisait aux racines de l'histoire une apparence de solidité. Ce qui hantait ses pensées, ce n'était pas le Crépuscule des Dieux, c'était Bouvines, Charles-Quint, Frédéric II, Blücher, Moltke, Ludendorff et Hitler. Il s'agissait de « l'Allemagne éternelle ».

C'est au fil des jours, dans le détail des circonstances, qu'il me fallut me résoudre et trancher mon propre problème. La manière dont De Gaulle voyait alors — et pendant de longues années ensuite — l'avenir de l'Allemagne était le résultat de ses lectures. L'ennemi était l'Allemagne, de génération en génération. Pour porter remède à la récurrence du danger, pour dissiper enfin le cauchemar qui sans cesse hantait la frontière, l'histoire et la géographie lui procuraient la rassurante image de l'Allemagne d'après les traités de Westphalie. Que l'unité de l'Allemagne fût autre chose que la conséquence précaire de guerres victorieuses et de l'exaltation germanique, je ne suis pas sûr qu'il n'en soit pas maintenant encore convaincu. En tout cas, la paix à ses yeux ne pouvait résulter que de l'impuissance de l'Allemagne. Surveillée, occupée, amputée, l'Allemagne telle qu'il la concevait n'était pas pour déplaire aux Russes. Mais ceux-ci avaient déjà la main sur la proie. La France, admise non sans peine parmi les puissances occupantes, n'avait pas de gages. Seulement un programme, ou des prétentions. Puisqu'on amputait l'Allemagne, pourquoi ne pas la démembrer ? Après la secousse qu'elle venait de subir, pourquoi ses habitants, revenus de l'excès d'héroïsme par l'excès de démence, ne chercheraient-ils pas refuge dans la tranquillité d'un Weimar à la Goethe et dans la-culture de leurs originalités locales ? De Gaulle allait si loin dans ce sens qu'il écartait même l'appellation de Rhénanie. Je n'évoque pas de propos privés, mais des déclarations publiques, imprimées et enfouies dans les oubliettes du *Journal officiel*.

Pour des motifs qui n'ont pas besoin d'être expliqués en détail, je n'ai pas le *Journal officiel* à portée de la main. Ceux qui peuvent le consulter à loisir ont d'ailleurs coutume de n'en rien faire. Le *Journal officiel* est une sorte de tombeau où tombent en poussière les discours et les décrets. Il y a parfois des résurrections, mais seulement quand un puissant d'un jour a besoin d'un précédent ou d'un texte. Le reste est destiné, dans l'avenir, à être, comme disait à peu près Edmond de Goncourt, le pain des historiens. J'ai cependant sous les yeux quelques textes du général De Gaulle qui suffiront, je crois, à informer et peut-être à surprendre. Il n'y a rien de plus inédit que ce qui est imprimé, car, une fois que les textes sont imprimés, on n'y pense plus. Le général De Gaulle a été élevé comme toutes les générations, dans son milieu, et comme toutes les promotions de Saint-Cyr entre 1870 et 1914, dans une défiance incurable de l'Allemagne. Charles Maurras, qui avait beaucoup d'influence sur le Père Du Lac, maître à penser de la famille De Gaulle, pensait qu'il n'y avait pas de « bonne Allemagne » et c'est ce que pensait aussi le général De Gaulle avant que, sur le coup de 70 ans, il ait senti le grand-père Badois se réveiller dans ses chromosomes.

Cette pensée dont j'ai entendu, en privé et en public, des traductions nombreuses et non équivoques, la voici clairement exprimée du temps de Londres et du combat, mais non comme texte de guerre, comme texte de doctrine et vue générale de l'histoire, ainsi que l'auteur est accoutumé de formuler ses pensées:

La France constate également que, dans l'espace d'une vie d'homme, elle a connu trois invasions, chacune plus affreuse et plus ruineuse que la précédente, mais toutes du fait du même ennemi. Avec l'Allemagne qui, par nature, ne cesse pas de sécréter des Bismarck, des Guillaume II ou des Hitler, elle ne conçoit point de paix qui ne soit garantie non par des phrases, mais par des gages réels.

Telle était la pensée qui avait animé sa vie militaire et sa vie d'écrivain militaire. Le général De Gaulle, encore capitaine, a consacré l'un de ses premiers livres, brillamment écrit, à *La discorde chez l'ennemi* dans lequel il rapportait les drames de l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale et dans la défaite.

Qu'il y eût une incompatibilité entre Gaulois et Germains, cette pensée a été maintenue pendant tout le premier gouvernement et au-delà. Voici encore une illustration d'un état d'esprit ou de sentiment qui a duré jusqu'à la dernière ascension de l'Olympe, ou du Sinaï, ou du Nebo. Il s'agit encore d'une conférence de presse:

Question. — *Est-ce que l'on peut savoir la durée de la captivité des prisonniers allemands en France ?*

Réponse. — *Leur séjour, en tant que prisonniers de guerre se terminera le jour où l'état de paix succédera à l'état de guerre pour ce qui concerne les territoires allemands. Alors, les prisonniers ne seront plus des prisonniers. Il sera toutefois nécessaire que la main-d'œuvre allemande, concoure longtemps au travail de la reconstruction française. Mais, à partir du moment où l'état de paix existera, ce ne sont plus des prisonniers de guerre qui seront employés, ce sont des travailleurs qui travailleront par contrat comme d'autres sortes d'ouvriers étrangers. Néanmoins, contrat ou pas, il faudra qu'il y en ait et qu'il y en ait un nombre suffisant pour le travail qu'ils ont à accomplir.*

« Contrat ou pas », ce langage sur lequel il n'est pas besoin de dire qu'on ne m'avait pas demandé d'avis, dépeint bien la position du général De Gaulle, position politique et juridique, si j'ose dire. Il est honnête de dire qu'après tant de souffrances et un si dur combat, la plupart des Français ne trouvaient rien à reprocher là-dedans. C'est de cette position qu'est partie la politique gaulliste: *adversus hostem aeterna auctoritas*.

Dans le cours de cette même année 1945, au cours des défilés hebdomadaires qui avaient lieu à Paris, j'ai connu par un mot d'humour noir la disposition du général De Gaulle à cette époque à l'égard de l'Allemagne et des Allemands. Ces revues avaient lieu en général Place de la Concorde où l'estrade adossée aux Tuileries était dressée en permanence. La répétition engendrait quelque lassitude chez les diplomates étrangers qui en étaient spectateurs obligés. Un jour, sans encouragement de ma part, Jefferson Caffery vint me voir et me dit qu'il était un peu fatigué de se lever si souvent de bonne heure pour « voir défiler mes tanks avec mon pétrole ». Le propos indiquait une sympathie limitée et ne fut pas bien accueilli, mais il est vrai qu'on se régala beaucoup à cette époque de fêtes militaires. Tantôt la troupe venait par la rue Royale. Tantôt elle venait par le pont de la Concorde, deux musiques placées de part et d'autre de l'Obélisque, rythmant la marche au passage devant la tribune. Cette fois-là, la troupe venait par la gauche du côté de la Chambre des députés, non encore dénommée Assemblée nationale. Surgit vers la fin du défilé la Légion étrangère, suivant de son pas lent le mouton traditionnel. Comme toujours, la Légion étrangère soulevait les acclamations de la foule, ainsi que c'est encore aujourd'hui le cas, nonobstant tant d'aventures et d'épreuves dont elle a souffert. C'est alors que le général De Gaulle se tourna vers moi qui étais immédiatement derrière lui à sa gauche et me dit de cette voix qu'essayaient en vain d'imiter certains de mes collègues du ministère, ces paroles rigoureusement textuelles:

Voilà l'avenir de la jeunesse allemande !

Je n'aurais pas voulu rapporter ce trait, mais les choses en sont à un point tel que pour la France et pour la liberté du monde, je me suis décidé à ce rayon de lumière: *et nunc reges intelligite ...*

La politique allemande du général De Gaulle, oubliée depuis lors par tout le monde et d'abord par lui-même, selon l'inspiration de la politique nouvelle, partait de la constatation que: « d'après les décisions de Potsdam, l'Allemagne a été amputée à l'Est, elle ne l'a pas été à l'Ouest ». Il faudrait donc faire un règlement spécial pour l'ouest en ce qui concerne la Rhénanie et la Ruhr. La Rhénanie n'est pas un « territoire homogène ». « La sécurité militaire et politique » des nations de l'Occident européen exige que la Rhénanie et la Ruhr soient placées sous contrôle stratégique des pays menacés et que ces territoires soient, *une fois pour toutes, séparés du reste de l'Allemagne, de telle manière que leurs habitants sachent que leur avenir n'est pas en Allemagne*.

La solution de la France, pour un accord sincère, pratique et humain, au sujet de l'Allemagne, est une solution simple et chacun la connaît. Laisser les diverses et traditionnelles entités germaniques : la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg, le pays de Bade, le Palatinat, la province rhénane, les provinces nord-occidentales, se ressaisir, s'administrer, s'orienter chacune pour son compte et à sa manière. Placer sous

autorité internationale l'immense arsenal de la Ruhr ... fixer enfin à l'Oder et au Rhin la limite de sécurité des États voisins de l'Allemagne ...

J'ai encore dans l'oreille l'accentuation sur le pluriel quand De Gaulle disait: « les Hesses ». Ce tableau d'avenir avait une forte coloration du passé. On y retrouvait la vieille idée qu'à travers les guerres, les victoires qui unifient, les défaites qui rassemblent, il y avait quand même encore des Allemagnes. Le vent de l'histoire n'était pas passé par là. Le très fort archaïsme qui se dégage de ces pensées, anciennement enracinées et qui ont duré au-delà des années 50, n'a pas empêché la mutation brusque opérée par la volonté de puissance en des temps où il fut jugé qu'il fallait changer de cap et trouver autre chose pour maintenir l'univers attentif.

Donc, on ne savait plus très bien où se trouverait le morceau d'Allemagne qui serait l'Allemagne, entre la Russie qui l'amputait à l'est et De Gaulle qui l'éparpillait à l'ouest. Comment aurait bien pu vivre l'Allemagne sans la Ruhr et sans la Haute Silésie ? Mais, du moment que les Russes n'avaient pas trouvé d'opposition à s'approprier la Haute Silésie, pourquoi la France en trouverait-elle pour la Ruhr ? Raisonnablement irréprochable auquel il ne manquait que les appuis nécessaires.

D'autre part, on entendait tout le monde parler de réparations. L'Allemagne ayant presque tout détruit, on avait un droit d'exiger d'elle des réparations. C'était la deuxième fois que le problème était posé en une génération. L'insuccès fut semblable.

L'Allemagne était elle-même détruite. Comment obtenir qu'un pays rasé pût se porter au secours des pays qu'il avait ruinés. Les réparations étaient d'autant plus difficiles à obtenir qu'il fallait cette fois les partager avec l'Union soviétique. Celle-ci ayant une zone à l'Est, qu'elle dépouillait à mort, il restait à dépouiller le reste à son profit. C'était une folie. L'opposition des Anglo-Saxons nous épargna de la commettre, si nous en avions eu la tentation.

En ce qui regarde la Ruhr, les Russes étaient assez d'accord pour son détachement de ce qui restait de l'Allemagne et, déjà présents, non pas sur l'Oder comme disent les *Mémoires de guerre*, mais sur l'Elbe, fort désireux de l'être aussi sur le Rhin. De Gaulle voyait s'avancer cette grande main, mais il ne céda pas à la tentation de réaliser son dessein avec une aussi périlleuse assistance. Mais alors, il fallait se retourner vers les Anglo-Saxons, et ceux-ci voyaient les ruines, et le flot d'argent qu'exigeait la seule survie d'une population privée de travail et d'instruments de travail. Le grand dessein tourna au rêve. Et le rêve était cependant, comme tous les rêves, si puissant sur l'imagination qu'il fallut attendre le départ volontaire de De Gaulle, dû à d'autres motifs, pour que le dormeur s'éveillât.

A cette époque, informé peu à peu par bribes du cheminement des idées du général De Gaulle sur l'Allemagne, j'eus à prendre ma décision à leur sujet. J'aurais pu accroire une information par la lecture des ouvrages publiés avant la guerre par celui qui était devenu « le premier Résistant de France » et le chef de son gouvernement. Mais la diffusion des ouvrages du général De Gaulle n'avait pas été favorisée par la guerre: ses livres étaient interdits et leur auteur condamné à mort. Au surplus, le temps nous manquait pour rechercher une littérature de référence dont les libraires n'étaient pas pourvus. Ce qui nous intéressait en De Gaulle, c'était l'homme du jour et il y avait un certain parti pris de ne pas souhaiter savoir ce qu'il avait pu être avant le 18 juin 1940. J'ai donc appris, au cours de conversations sur la Germanie de Tacite, la grandeur et la décadence des Romains, et divers sujets connexes, quelle était la vision du monde qu'avait le général De Gaulle depuis l'âge de raison.

Il y avait, dans cette pensée, avec une grande élégance de forme, beaucoup de Jacques Bainville, un peu d'Albert Malet, d'Albert Sorel, du Péguy des dernières années et des cours de l'École de guerre.

Faire au XXe siècle la politique du XVIIe, je comprenais bien que c'était un anachronisme livresque. Le « vent de l'histoire » n'avait pas encore soufflé sur ses grimoires d'un autre âge, auxquels seule prêtait une apparence de réalité la passion suscitée en France par une longue épreuve. Cette politique, décolorée par tant de soleils éteints, trouvait une sorte de rajeunissement chez nous dans les souvenirs très vivaces, brûlants encore, de l'occupation, de la déportation, des fusillades. Elle n'était nullement impopulaire, mais on ne

fonde pas une politique sur la rancune, sur le châtement, sur la fausse éternité de la haine. Maintenir l'ennemi de 1945 en état d'impuissance et même de sujétion perpétuelle, c'était déjà ce qui avait été souhaité en 1918 et n'avait pas pu être accompli. Labourer les ruines de Carthage, brûler, salir, maudire la terre sur laquelle a grandi l'ennemi, c'est un dessein engendré dans la douleur mais condamné par la raison. En outre, pour croire à la solidité de cette conception de l'avenir, il était nécessaire de recourir à une appréciation téméraire de la persévérance de l'opinion publique. Dans les autres peuples, mais aussi dans le nôtre.

Pour ma part, j'avais combattu dès leur apparition les principes sur lesquels le régime nazi était fondé et j'avais combattu pendant l'occupation l'ennemi qu'inspiraient ces doctrines. Mais depuis ma jeunesse j'avais toujours eu pour conviction que la paix de l'Europe reposait sur une entente de réconciliation entre la France et l'Allemagne. Le drame des guerres sans cesse renaissantes entre les deux pays s'exprimait par une rivalité, une hostilité de moins en moins raisonnables. A Iéna répliquait Sedan, à Sedan répliquait la Marne, à la Marne la ruée de juin 40, et le deuxième Sedan. Ainsi de Bouvines à Rosbach et à Rethondes, un armistice succédant à un autre, la séculaire querelle prolongeait en des victoires des désastres alternés, sans qu'on puisse en entrevoir la fin, sauf par l'effondrement de l'Occident tout entier. Toute guerre franco-allemande, quel qu'en fût le résultat, était désormais une défaite commune des deux peuples belligérants. J'avais toujours dit cela. Et voilà maintenant De Gaulle, avec son arsenal scolaire ! Que faire ?

En 1945, l'Allemagne était au milieu de l'Europe un trou noir béant. Saignante, écrasée, ses usines éteintes, ses maisons détruites, son territoire fumant sous les bombes, la misère pour tous, le viol à l'est, les cigarettes — monnaie pour tout obtenir — à l'ouest, le plus grand écroulement matériel et moral de l'histoire s'étendant d'un bout à l'autre d'un grand pays, les horreurs de la guerre de Trente Ans en face de cette catastrophe prenaient figure d'éloge. Tel était le sinistre tableau par lequel se terminaient tant d'apothéoses.

D'autre part, l'inquiétude survivant au danger était le seul lien commun, le seul terrain d'entente entre les grands alliés. Après la victoire, l'affrontement nous guettait. Le seul moyen de le repousser était de maintenir la crainte, fût-elle une fiction, de l'Allemagne encore prête à la revanche. Rien de tout cela n'était convaincant pour moi. Ce qui décida des attitudes que j'ai maintenues sous De Gaulle et même quelque temps après De Gaulle, le temps qu'il faut pour se dégager honorablement d'une erreur, était le choix intérieur auquel j'avais eu à me résoudre. Ce n'était pas de choisir entre la commodité et l'impopularité. Je suppose que l'on ne m'accusera pas de cela. Surtout aujourd'hui. C'était de compliquer ou d'entraver ou, au contraire, d'aider la tâche que le général De Gaulle devait maintenant assumer à la tête d'un pays, lui aussi ravagé dans son corps et profondément atteint dans son âme. Pour une fois que la France avait une chance de réconcilier enfin la liberté et l'ordre, les franchises du citoyen et l'autorité de l'État, notions qui s'étaient chez elle presque toujours opposées et dont les victoires alternées s'étaient succédé pour elle dans des contradictions et des malheurs sans fin, il m'a paru que le devoir était de ne pas laisser se perdre cette rare occasion. Je ne l'ai point fait par ignorance. Je savais qu'il me fallait sacrifier une part ou l'autre de la vérité. J'ai choisi, les yeux ouverts. C'est ainsi que j'ai tranché, non sans douleur, mais sans remords, en faveur de mon plus proche prochain.

J'étais fort loin de m'attendre qu'un jour viendrait où, à une hostilité absolue et apparemment congénitale, De Gaulle substituerait, comme suprême ressource, en une brusque manœuvre, une affection pour les « Germains » conçue dans un calcul glacé, mais réchauffée par leurs acclamations. Les acclamations, quand elles déferlent, il oublie ses trucs pour les obtenir. C'est son élixir de Jouvence. Mais, en 1945, je pensais, j'en conviens, que le chaos où se trouvait l'Europe finirait par être trop difficile à maintenir, trop dangereux, trop douloureux pour que le correctif ne vînt pas de l'excès même du mal, l'apaisement de la prolongation de la haine au-delà des motifs qui l'avaient provoquée. Je comptais que l'exagération ne se soutiendrait pas toujours, et qu'une attitude plus sage, plus tempérée, plus réaliste, finirait par prévaloir. On a vu ce qu'après dix-huit ans on a pu découvrir d'opportunisme chez un prétendu doctrinaire et de tardive affection pour le peuple allemand, chez celui-là même qui voulait proscrire son existence en tant qu'État. Je reconnais que cette évolution m'a doublement trompé : par la violence du revirement, sans doute, mais surtout par sa lenteur et par la longue répugnance que son auteur mit à s'y décider.

J'ai cru aussi que De Gaulle serait tenté plus vite, non par le sentiment certes, mais par les perspectives d'un coup de Jarnac. Un voyage à Bonn ou à Berlin eut été assez dans le style du voyage à Moscou. Car en

l'accomplissant, il pouvait caresser l'idée d'embêter les autres. On a tort de croire que ce soit parler bassement. Pour lui, et pas pour lui seulement, pour beaucoup de gens à la vérité, qui n'ont pas tous que ces petites idées à l'esprit, l'idée de déconcerter, de contrarier, et même d'exaspérer autrui est un puissant facteur de décision. Combien de folies, combien d'actes imprévus ou d'actes apparemment indéchiffrables n'ont pas eu d'autre inspiration que de dérouter l'adversaire ou le partenaire! Entre l'adversaire et l'ami, j'aurai l'occasion de le répéter, pour certains cœurs secrets, desséchés ou déçus, la différence est imperceptible.

Mais il a fallu du temps, beaucoup de temps, beaucoup plus en tout cas que dans mon espoir ou mon raisonnement. C'est que j'ignorais combien De Gaulle est, au fond, velléitaire. Il rumine les choses, y songe, les laisse et les reprend. Et puis il conclut qu'on a le temps, que « la France nous enterrera tous » et autres excuses pour ne pas se décider. La décision vient, elle vient vite, comme la foudre ou comme la peste, quand l'humeur se met en mouvement. Alors pas de méditation, ni de tergiversation, la décision frappe sur-le-champ. Car vous avez deviné que l'humeur et la promptitude qui la suit sont les servantes d'un des grands moteurs de cette vie: la colère. Dès que l'humeur est en repos, qu'il n'y a pas à l'horizon de misérable à châtier, de sot à humilier, la décision se fait attendre. La marée déferle mille fois. L'œil songe à cette houle et à l'Océan d'où elle vient. Mais non: rien ne bouge. Toute cette eau qui s'agite et qui brise, est une eau qui monte et descend sur place.

Un certain matin de janvier, il y a une douzaine d'années, Konrad Adenauer vint me voir, rue Saint-Dominique, quand j'étais ministre de la Défense nationale. Nous nous connaissions très bien, mais ce n'est pas la question. Après avoir traité divers problèmes, il entama un chapitre inédit:

J'ai su, me dit-il, que le général De Gaulle se proposait de venir à Aix-la-Chapelle pour y faire un discours le 28 janvier prochain.

Comme on sait, c'est le jour de la saint Charlemagne. Je dis qu'il ne pouvait rien y avoir de mieux, que le général De Gaulle ne pouvait pas être venu en Allemagne pour dire du mal des Allemands, attendu qu'il avait trouvé assez d'endroits pour le faire en France. Que donc, c'était une bonne nouvelle.

Oui, mais, reprit le chancelier, le gouvernement fédéral ne peut moins faire que de le recevoir dignement. Et qu'en pensera le gouvernement français ?

Le gouvernement français saura gré de tout ce que fera, en une circonstance semblable, le gouvernement fédéral, pour honorer un Français de la plus haute distinction.

Tel était le comportement de la IV^e République. Cela donne, après coup, à réfléchir sur les dimensions respectives de l'ingratitude et de la jobardise. 11 me souvient cependant d'avoir dit à mon interlocuteur:

Maintenant, vous savez, il n'est pas encore arrivé ...

Il n'y eut, en effet, pas de discours de la saint Charlemagne cette année-là. De Gaulle s'est donné une douzaine d'années supplémentaires pour révéler au monde ébloui le grand-père badois qu'il tenait en réserve. Quant à Adenauer, il a attendu à peu près le même temps pour répondre à une lettre de moi qu'il affirme ne pas avoir lue en m'envoyant sa police.

[...]